

Bulletin FrancoPaix

UQÀM

UQÀM



CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

Centre FrancoPaix

Vol. 7, n° 10

DÉCEMBRE 2022



Réseaux sociaux et désinformation au Sahel

Habibou Bako

Nouvelles et annonces

PAGE 9

Réseaux sociaux et désinformation au Sahel

Habibou Bako

Habibou Bako

Associé au plaidoyer pour le Sahel,
Search for Common Ground

Doctorant en sciences politiques,
Université Abdou Moumouni, Niger

hbako@sfcg.org



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le nombre d'utilisateurs de Facebook, Whatsapp et Twitter au Sahel est en croissance depuis les années 2010. L'actualité politique, sociale et sécuritaire est diffusée par le biais de ces plateformes, systématiquement débattue et parfois déformée.

Dans ce contexte, la présence en ligne des autorités publiques dans la lutte contre la désinformation et les stratégies d'influence que développent les personnalités politiques, mais aussi les groupes armés sont désormais **des enjeux centraux** de la scène publique régionale.

Qu'ils agissent par conviction ou pour de l'argent, **les blogueurs, «vidéoman» et influenceurs issus de la société civile burkinabé, malienne ou nigérienne ont également un rôle essentiel** : ils véhiculent les intérêts divergents et les prises de position de différents acteurs.

L'écosystème numérique sahélien est aussi riche que complexe. Bien qu'il propage de fausses nouvelles et des discours haineux, il agit aussi comme un vecteur de rapprochement et une plateforme de communication entre autorités et administrés, entre candidats et électeurs, pour **virtuellement encourager le dialogue et consolider la paix.**



Au Sahel¹, les rumeurs, le bouche-à-oreille dans les gares ou en famille, et les causeuses informelles communément appelées « fada² » ou « grin³ » sont graduellement remplacées par des flux plus rapides par le biais de groupes Whatsapp, de pages Facebook, de comptes Twitter et d'autres outils de l'écosystème numérique. Ces dernières années ont été marquées par un accroissement du nombre d'utilisateurs d'internet et des réseaux sociaux. Au Burkina Faso, au Mali et au Niger, la toile, qui regroupait 2 millions d'internautes en 2014, en mobilise 16 millions en 2022. Le nombre d'utilisateurs des réseaux sociaux est quant à lui passé de 7000 à environ 5 millions pour la même période⁴.

Cette exposition au numérique, censée permettre plus de connectivité entre les populations, se déroule dans un contexte où les défis sociopolitiques et sécuritaires majeurs se multiplient dans les pays sahéliens. Ainsi, on note des changements de régime non-constitutionnels, comme les coups d'État récents au Burkina Faso en 2021 et au Mali en 2020 et 2021⁵. On note aussi de grandes manifestations populaires dans les zones urbaines, comme à Bamako, Niamey, ou Ouagadougou. S'ajoutent aussi des tensions diplomatiques régionales et internationales ou d'autres soubresauts politiques. Ces éléments, tout comme la détérioration de la situation sécuritaire dans les pays sahéliens, font l'objet de nombreux messages sur les réseaux sociaux.

Dans ce contexte, internet est devenu un espace d'expression des positionnements, mais aussi une arène où luttent des acteurs aux intérêts différents. Le débat public dans l'espace en ligne est largement marqué par l'évolution du contexte politique et sécuritaire rendant ainsi la situation propice à des campagnes de désinformation. Celles-ci peuvent être définies comme un instrument de manipulation de l'opinion publique dans un but précis à travers l'usage et/ou la transmission d'une information erronée ou déformant la réalité à travers les médias de masse, les réseaux sociaux ou tout autre moyen de communication. Dans un contexte d'exposition croissante au numérique, certains usagers peuvent

reprandre les informations disséminées dans le cadre des campagnes de désinformation sans vérification, participant ainsi involontairement à la production de fausses nouvelles. À ces deux variantes s'ajoutent les discours haineux et le dénigrement à l'égard d'une personne ou d'un groupe, fondés sur son identité. Ces discours peuvent être portés par des groupes armés extrémistes violents, une contribution dangereuse qui nourrit les tensions en ligne.

Nous analyserons successivement les facteurs qui sous-tendent ces dynamiques, les acteurs traditionnels et nouveaux ainsi que les dérives et opportunités liés au flux de l'information sur l'écosystème en ligne.

« Boom du numérique » et accès aux réseaux sociaux

L'accès aux outils digitaux a permis aux différents acteurs de migrer progressivement vers l'espace en ligne. Dans certains cas, la volonté d'échapper au rétrécissement de l'espace civique et de la liberté d'expression, notamment pour les acteurs politiques et la société civile, a accéléré cette transition. La possibilité de manifester est de plus en plus réduite et les irruptions spontanées de protestations ont conduit à des coups d'État militaires au Mali et au Burkina Faso. De nombreuses manifestations sont généralement interdites par les autorités sous prétexte d'« éviter les troubles à l'ordre public », mais beaucoup de données montrent qu'il s'agit bien d'une volonté des gouvernants de garder un œil sur l'espace civique.

La migration en ligne a été générale, mais les acteurs les plus marquants du numérique sahélien sont les médias, les acteurs politiques et les institutions publiques. Les médias utilisent internet et les réseaux sociaux pour rejoindre une nouvelle audience même si cela se fait parfois aux dépens de la qualité de l'information ; les médias publics et privés tentent cependant de continuer à remplir leur mandat d'informer. Les radios

et télévision nationales du Niger, Mali et Burkina totalisent, par exemple, plusieurs millions de *followers* sur Facebook et Twitter. Cela accroît sensiblement leur capacité de diffusion.



« Les universitaires, intellectuels et observateurs plus ou moins objectifs de la vie sociopolitique restent peu efficaces dans cet espace en ligne. »

Les acteurs politiques ont également fait partie de cette migration vers l'espace en ligne. Qu'ils soient dans l'opposition ou au pouvoir, ils ont trouvé un lieu favorable pour s'informer et rester en contact avec la population. Par exemple, l'ancien premier ministre malien Moussa Mara utilise les réseaux sociaux pour partager son programme et sa vision politique pour le Mali⁶. Il a actuellement une série d'émissions intitulée « vision mara » qu'il anime sur sa page Facebook et reste « connecté » avec la population. Quant à la société civile et l'opposition politique, elles voient les réseaux sociaux comme un « subterfuge » pour rejoindre la population sans être contraints de répondre à toutes les formalités d'une demande de manifestation publique. Cette dynamique s'observe au Niger où beaucoup d'acteurs de ces instances ont critiqué sur les réseaux « la hausse des prix et la vie chère au Niger » sans pour autant avoir l'occasion de manifester publiquement toutes les fois qu'ils l'ont souhaité⁷. L'absence de canaux en nombre suffisant et accessibles à tous accroît de plus en plus l'utilisation d'une solution plus facile : les réseaux sociaux.

On observe aussi une volonté des acteurs étatiques de produire des contenus adaptés aux réseaux sociaux sous forme de vidéos



« Plusieurs blogueurs monétisent leur présence sur les réseaux sociaux. L'appât du gain les conduit sur des sujets qu'ils ne maîtrisent pas forcément, mais qui rapportent. »

courtes ou de posts Facebook ou Twitter pour consolider l'action gouvernementale. En 2002, les présidents du Sahel étaient absents des réseaux sociaux. En 2022, des millions d'internautes les suivent sur les réseaux, que ce soit sur Facebook, Twitter ou LinkedIn. Cela montre une incontestable avancée du mode de conversation avec les autres acteurs politiques.



Les universitaires, intellectuels et observateurs plus ou moins objectifs de la vie sociopolitique restent peu efficaces dans cet espace en ligne. Ils ne se sont intéressés que tardivement aux réseaux sociaux dans les pays sahéliens, les considérant à tort ou à raison comme un lieu où le débat n'est pas objectif et où la qualité du débat public laisse à désirer⁸. Selon un blogueur, « les universitaires sont toujours au stade d'écriture de livre, rares sont ceux qui s'intéressent au débat public sur les réseaux sociaux alors que c'est là que se déroulent les débats les plus suivis⁹ ». Pourtant, même si cela ne s'est opéré que tardivement, les espaces d'expression des chercheurs prennent aujourd'hui de l'ampleur au Sahel, en particulier sur LinkedIn et Twitter, mais aussi sur Facebook. Cet intérêt reste encore à l'état d'initiative individuelle sans que les réseaux sociaux ne deviennent un véritable lieu d'expression des universitaires et des intellectuels, servant à donner des avis objectifs et analytiques sur des dynamiques complexes en cours.

Cette lente migration des acteurs traditionnels est supplantée par la présence

des nouveaux acteurs plus réactifs sur les réseaux sociaux.

Exposition au numérique et émergence des nouveaux acteurs

« Les réseaux sociaux ont révolutionné l'industrie des médias et les modes de communication en offrant aux citoyens un support d'expression directe¹⁰. » Cette révolution s'est opérée particulièrement grâce à l'émergence d'une nouvelle catégorie d'acteurs qui n'existait pas encore il y a une décennie. Ces acteurs ont rapidement gagné en influence sur les enjeux politiques et sociaux au Sahel. Protéiformes, ils sont communément appelés blogueurs, « vidéoman » et influenceurs.

Les blogueurs détiennent et gèrent des blogs. Au Sahel, ils animent des discussions et véhiculent des idées sur des sujets particuliers comme la cuisine, la musique, le cousinage à plaisanterie¹¹, etc. Leur



influence a un tel potentiel qu'on les surnomme aussi « les rois de la toile ». Les enjeux sur lesquels ils s'expriment couvrent une large palette allant jusqu'aux questions politiques et sécuritaires. L'activité du blogueur peut aussi être rémunérée par des acteurs variés, notamment ceux du monde politique. Selon un blogueur malien, « les hommes politiques sont armés de blogueurs acquis à leur cause », moyennant une rémunération. Le rôle de ces blogueurs serait d'offrir une visibilité accrue à l'action politique de l'opposition ou des acteurs au pouvoir en fonction de leurs convictions ou du montant reçu. Selon un chercheur travaillant sur ces questions :

« Il arrive au blogueur de cibler et d'attaquer des hommes politiques au profit d'autres. Mais la principale activité de certains d'entre eux peut être la promotion de la paix, seulement il n'y a pas d'argent dedans ¹². »

Plusieurs blogueurs monétisent leur présence sur les réseaux sociaux. L'appât du gain les conduit sur des sujets qu'ils ne maîtrisent pas forcément, mais qui rapportent.

En plus des blogueurs, il y a également les « vidéoman ». Ce sont des personnages atypiques qui tirent leur nom d'un néologisme utilisé surtout au Mali et en Côte d'Ivoire. Ils sont présents sur les réseaux sociaux et ont des plateformes très populaires. Leur rôle consiste surtout à couvrir en direct les grands événements ou les manifestations publiques et ils invitent généralement les populations à y participer. Ils ont joué un rôle considérable lors des mouvements de protestation contre le gouvernement d'Ibrahim Boubacar Keita en 2020 ou lors des coups d'État au Burkina Faso en 2021 et 2022. Dans des contextes politiques plus calmes, le « vidéoman » couvre aussi les cérémonies comme les mariages et baptêmes pour gagner sa vie. De plus en plus, les « vidéoman » voient leur influence croître plus rapidement que celle des blogueurs, car leurs vidéos permettent un contact plus direct avec les communautés. Au cours d'une vidéo, il peut parler plusieurs langues, toucher plusieurs sensibilités et aborder des sujets variés, alors que les

blogueurs communiquent essentiellement à travers des textes écrits ou des vidéos thématiques. L'activité des « vidéoman », qui peuvent faire partie de la diaspora, n'exige pas forcément qu'ils soient présents dans les pays sahéliens. C'est aussi ce qui les différencie des « directeurs ».

Les « directeurs » sont des usagers de plateformes dotés de moyens plus sophistiqués leur permettant de réaliser des vidéos en instantané. Leur particularité réside dans le fait qu'ils ne sont pas les principaux animateurs des vidéos, mais plutôt des commentateurs. Ils n'ont pas forcément de limites par rapport aux sujets qu'ils couvrent, mais ils sont plus actifs lors de grandes manifestations comme celle du Mouvement du 5 juin et rassemblement des forces patriotiques¹³ (M5-RFP) contre le régime d'Ibrahim Boubacar Keita, en période électorale, lors de meetings politiques ou pendant des coups d'État. Leur influence leur permet de façonner instantanément l'opinion publique. Ils sont des véritables influenceurs vis-à-vis de l'actualité politique nationale ou internationale et se prononcent sur des sujets polarisants tels que le rôle de la France au Sahel, « la souveraineté nationale », la conduite à tenir dans les opérations de lutte contre le terrorisme, et bien d'autres. Beaucoup d'entre eux reprochent aux « vidéoman » l'absence de sources et de preuves dans ce qu'ils présentent.



« Les acteurs, traditionnels ou nouveaux, peuvent produire des informations pertinentes, mais ont surtout tendance à la désinformation et à diffuser de fausses nouvelles »



L'espace en ligne est également investi par des acteurs individuels, ou par de faux comptes derrière lesquels se cachent des personnes qui veulent influencer l'opinion publique. L'une des figures emblématiques de cette tendance est un compte Twitter au nom de Gauthier Pasquet. Les messages de ce compte comportent à la fois des renseignements véridiques sur des sujets d'actualité, mais aussi de fausses informations, rétrécissant la frontière entre l'information et la désinformation.

Acteurs, désinformation et dérives de l'espace en ligne

Il est important de noter que les acteurs, traditionnels ou nouveaux, peuvent produire des informations pertinentes, mais ont surtout tendance à la désinformation et à diffuser de fausses nouvelles. Ces dérives et manipulations sont essentiellement alimentées par les tensions politiques et le flux de l'information autour de sujets clivants. Le climat politique est de plus en plus affecté par une volonté de manipulation de l'opinion publique. La question des coups d'État et la gestion du pouvoir pendant les transitions sont certains des sujets qui divisent les réseaux sociaux et favorisent la propagation de fausses informations. Il y a une tendance à catégoriser les usagers en « pro » et « anti » transition au Burkina Faso et au Mali. Les périodes électorales sont également des moments où le flux de l'information est largement perturbé. La dernière élection au Niger a été particulièrement marquée par une polarisation sur les réseaux sociaux,

en particulier au sujet de la nationalité de Bazoum Mohamed, alors candidat présidentiel. Une décision judiciaire clarifiant cette question a montré aussi qu'une communication claire peut limiter la manipulation et les fausses informations¹⁴.

La désinformation est également l'œuvre de certains acteurs politiques qui rémunèrent des « vidéoman », blogueurs et/ou « directeurs » pour que, grâce à leur popularité, ils propagent des informations que des médias professionnels ne publieraient pas. On parle de plus en plus des « cyber-guerriers » ou « armée de blogueurs », très actifs pendant les périodes électorales. Des recherches montrent que « le personnel de campagne du candidat Ibrahim Boubacar Keita a également payé les services d'influenceurs sur les médias sociaux lors de cette élection » pour promouvoir sa campagne et son image sur les réseaux sociaux¹⁵.

”

« Les réseaux sociaux sont de plus utilisés comme une arme d'influence au Sahel »



Par ailleurs, les campagnes de désinformation sortent du cadre de l'espace politique national. Elles peuvent aussi toucher des questions diplomatiques comme l'illustre la crise entre le Mali et certains de ses partenaires dont la France¹⁶. La désinformation est l'un des facteurs qui ont contribué à détériorer les relations diplomatiques entre le Mali et ses partenaires internationaux, y compris certains États de la sous-région. Nous analyserons les acteurs et facteurs qui sous-tendent ces dynamiques, ainsi que les dérives et opportunités liées au flux de l'information sur l'écosystème en ligne.

Les réseaux sociaux sont de plus utilisés comme une arme d'influence au Sahel¹⁷. À ce niveau, il faut noter que les États ne sont pas des acteurs de premier plan, et ne sont pas perçus comme des auteurs de campagne de désinformation. Néanmoins, la nature des contenus et les cibles des campagnes visent directement les gouvernements sahéniens, la France et la Russie, ce qui démontre qu'il peut bien s'agir d'une volonté préméditée de nuire à ces pays. Beaucoup d'analystes concluent donc que ce sont des États qui alimentent ou financent les faux comptes publiant ce type de fausses nouvelles sur les réseaux sociaux. L'histoire de la vidéo virale montrant qu'un charnier a été découvert une journée après le départ des soldats français de la base de Gossi¹⁸, est un exemple flagrant, puisque cette vidéo a attisé un mécontentement de l'opinion publique malienne à l'endroit de la France. Il y a une volonté évidente de dominer l'opinion publique et d'être les variables des changements politiques et idéologiques. Par ailleurs, une supposée présence très médiatisée des mercenaires du groupe Wagner alimente des débats contradictoires, qui souvent prennent la tournure d'une lutte sur les réseaux sociaux pour influencer l'opinion publique. Pour un leader d'une organisation de blogueurs, les principaux sujets de la désinformation au Sahel sont les forces armées étrangères que sont Barkhane, Takuba ou la Minusma mais



aussi le groupe Wagner¹⁹. On observe une volonté d'alimenter une guerre d'influence médiatique ou même de créer un trouble diplomatique de grande envergure. Même si la décision était politique, c'est la contestation sur les réseaux sociaux, suivie d'une perfusion d'informations souvent fausses qui ont accéléré le départ de la France au Mali.

Des membres de groupes armés non étatiques, ainsi que des membres de groupes extrémistes, diffusent également de fausses nouvelles dans le pays. Depuis le début du conflit au Mali, les groupes extrémistes violents ont publié de fausses informations visant à discréditer le gouvernement malien et ses partenaires internationaux. Par exemple, le Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin (JNIM) a développé un solide réseau de communication qui lui permet de partager des messages avec les populations des régions sous son contrôle. Le JNIM est engagé dans une campagne de désinformation étendue dans laquelle il accuse souvent la France de perpétrer un génocide contre l'ethnie peule, mais aussi les forces de défense et de sécurité maliennes d'être des apostats. S'il n'est pas surprenant que les djihadistes maliens méprisent la France étant donné qu'ils sont engagés dans une lutte féroce avec ce pays, il n'est pas rare de trouver certains de leurs récits, et même des messages, repris dans les médias sociaux de Maliens

moins radicaux et de voir ces messages être transférés dans des groupes de discussion sous forme de messages vocaux²⁰.

La tendance à l'utilisation malveillante des réseaux sociaux est alarmante au Sahel, supplantant de plus en plus l'opportunité de connecter les populations.

L'écosystème numérique au Sahel, une opportunité à ne pas manquer pour rapprocher les populations ?

Au Sahel, les réseaux sociaux ont rendu les communications entre des populations éloignées plus fluides et interactives, mais continueront de façon irréversible d'affecter les dynamiques politiques, sécuritaires et sociales des pays de la région. La qualité du contenu en ligne dépendra largement de ce que feront les États, la société civile, mais aussi les organisations et les acteurs internationaux dans cet écosystème tumultueux.

Bien que l'attention se porte principalement sur les dérives du numérique, il faut noter qu'internet et les réseaux sociaux peuvent aussi être un pont entre les administrés et les décideurs, les forces de sécurité et les

communautés locales, les zones rurales et les centres urbains, etc. Trois types d'initiatives tentent d'inverser la tendance. Il y a d'abord une volonté croissante de contrer les fausses informations à travers la vérification des faits. Une tâche dont se chargent principalement des journalistes et des associations de blogueurs que ce soit au Mali, au Niger ou au Burkina Faso²¹. Selon un journaliste, l'adjectif *factchecker* est d'ailleurs très convoité par les jeunes blogueurs pour montrer que les informations qu'ils véhiculent sont de bonne qualité. Les initiatives de production de contenus positifs, par les autorités sahéniennes, qui servent à combler le vide de l'information, se multiplient²². Enfin, les organisations non gouvernementales telles que Search for Common Ground collaborent de plus en plus avec les associations de la société civile, les blogueurs, la presse en ligne, les médias, mais aussi les autorités pour accroître la résilience communautaire face aux défis que représentent la désinformation et les discours haineux. Par ce fait, nous constatons que le digital peut aussi être un outil de la consolidation de la paix²³. En effet, un espace en ligne sain peut être un moyen efficace de rapprocher les décideurs aux populations, les communautés entre elles et de réduire le fossé de développement humain entre les générations et les continents.



- 1 La teneur de cet article, bien que basé sur des données collectées dans le cadre de certains projets de Search for Common Ground, n'engage que l'auteur.
- 2 Florence Boyer (2014), « ['Faire fada' à Niamey \(Niger\) : un espace de transgression silencieuse ?](#) », *Carnets de géographes*.
- 3 Julien Kieffer (2006). « [Les jeunes des 'grins' de thé et la campagne électorale à Ouagadougou](#) ». *Politique africaine*, 101, 63-82.
- 4 [DataReportal](#)
- 5 Frédéric Madore (2022), « [Lutte contre le terrorisme et sécuritisation du salafisme au Bénin et au Togo : instrumentalisations diverses d'une 'menace étrangère'](#) », Bulletin FrancoPaix, vol. 7 no. 8. Voir aussi : DW, 2 septembre 2020, « Les réseaux sociaux, bénédiction et calamité de la communication politique ».
- 6 Voir la [page Facebook de Moussa Mara](#), ancien premier ministre du Mali.
- 7 *Le Point Afrique* (19 septembre 2022), « [Niger : manifestations contre la présence militaire française et la vie chère](#) ». Voir aussi : *ActuNiger* (8 octobre 2022), « [Interdiction de manifestation du M62](#) ».
- 8 *Malijet* (30 juin 2020), « [Appel du 30 juin : plaider pour rehausser la qualité du débat public](#) ».
- 9 Entretien avec un blogueur, novembre 2022, Bamako, Mali.
- 10 Astou Diouf (2021), « [La régulation des plateformes numériques et la liberté d'expression en Afrique de l'Ouest](#) », Fondation Heinrich Böll.
- 11 Le cousinage à plaisanterie ou parenté à plaisanterie est une relation entre deux personnes dans laquelle l'une est autorisée par la coutume, et dans certains cas obligée, de taquiner l'autre ou de s'en moquer ; l'autre, de son côté, ne doit pas en prendre ombrage. Cette façon de faire est utilisée pour apaiser les tensions, réconcilier des individus ou des communautés. Voir Étienne Smith (2004), « Les cousinages de plaisanterie en Afrique de l'Ouest, entre particularismes et universalismes », *Raisons politiques*, no 13, Presses de Sciences Po.
- 12 Entretien avec un chercheur qui a requis l'anonymat, septembre 2022, Mali.
- 13 Ce mouvement, composé de personnalités issues de l'arène politique et de la société civile, a mené aux manifestations ayant contribué au coup d'État contre Ibrahim Boubacar Keita en 2020.
- 14 *Actu Niger* (3 décembre 2020), « [Justice : à Diffa, les plaignants déboutés sur l'affaire de la nationalité du candidat Bazoum, une autre plainte déposée à la Cour Constitutionnelle](#) ».
- 15 Lassane Ouedraogo (février 2022), « [Mali's fake news ecosystem: an overview](#) », *Africa Portal*.
- 16 Kirwin, M., Ouedraogo, L., & Warner, J. (2022), « Fake News in the Sahel: 'Afrancaux News', French Counterterrorism, and the Logics of User-Generated Media », *African Studies Review*, 1-28. doi:10.1017/asr.2022.63
- 17 Meghann Rhyndard-Geil & Lisa Inks (2020), « [The Weaponization of Social Media](#) », Adapt Peacebuilding.
- 18 Peter Mwai (3 mai 2022), « [Charnier de Gossi : quelles sont les accusations de la France concernant le charnier découvert au Mali ?](#) », BBC.
- 19 Entretien avec un blogueur, août 2022, Bamako, Mali.
- 20 Lassane Ouedraogo (février 2022), « [Mali's fake news ecosystem: an overview](#) », Africa Portal.
- 21 DW (2 février 2022), « [Les réseaux sociaux inondés de fake news au Mali](#) ».
- 22 Renaud de la Brosse et al. (2022), [La lutte contre la désinformation dans les politiques publiques francophones: état des lieux comparatif, Organisation internationale de la Francophonie](#).
- 23 [Digital Peacebuilder's Guide](#). Search For Common Ground.

NOUVELLES ET ANNONCES

→ Bruno Charbonneau

a été le modérateur de l'évènement « Africa : Climate change and safeguarding human security » qui a eu lieu les 29 et 30 novembre à Naples, en Italie. Les panels de cet évènement, organisé par le NATO Allied Command Transformation (ACT) et le NATO Strategic Direction-South HUB, sont disponibles en ligne.

Il a également prononcé une conférence le 5 décembre intitulée « Climate change : Science, Geopolitics, Security » à l'Université Bishops.

→ Nicolas Klingelschmitt

a donné deux conférences sur « Les Afriques et le monde, intégration régionale, grands enjeux sécuritaires et positionnement des puissances exogènes » dans le cadre du cours « L'état du monde » les 5 et 6 décembre à l'Université du Québec à Montréal.

→ Maxime Ricard

a récemment effectué un terrain de recherche de 3 semaines en Côte d'Ivoire, ayant pour thématiques « déforestation et conflits à l'ouest de la Côte d'Ivoire » et « utilisation citoyenne des médias sociaux concernant la sécurité à Abidjan ».

→ Tatiana Smirnova

a co-publié avec Jalel Harchaoui et John Lechner l'article « Wagner, mais pas seulement : les mercenaires ne sont pas près de disparaître », paru sur le site de *The Conversation Canada* le 5 décembre. Elle est également intervenue le 2 décembre auprès du Center for African Studies de l'University of Florida sur le thème « Russia and Africa : Strategy in the making ».

→ Adib Bencherif

est intervenu le 18 novembre à l'Arizona State University. Si vous l'avez manquée, la présentation « Tuareg Women : Intersectional Biases Between Orientalism, Masculinism and Traditional Cosmogony » est disponible sur YouTube.



Photo : Formation informatique au Togo, 2010
Crédit photo : Raphaël V.



BULLETIN FRANCOPAIX
Vol. 7, n° 10 • DEC 2022

ÉQUIPE ÉDITORIALE

RÉDACTEUR EN CHEF

Bruno Charbonneau

Directeur du Centre FrancoPaix

Professeur titulaire, Collège militaire royal de Saint-Jean

RÉDACTEURS ADJOINTS

Marc-André Boisvert

PhD, Postdoctorant, Centre FrancoPaix

Tatiana Smirnova

PhD, Postdoctorante, Centre FrancoPaix

RÉVISION

Yvana Michelant-Pauthex

COORDONNATEUR

Nicolas Klingelschmitt,

Doctorant, Université du Québec à Montréal

MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION

Adib Bencherif

Professeur adjoint, Université de Sherbrooke

Melchisedek Chetima

Professeur adjoint, Université du Québec à Montréal

Marie-Ève Desrosiers

Professeure agrégée, Université d'Ottawa

Cédric Jourde

Professeur agrégé, Université d'Ottawa

Sarah-Myriam Martin-Brûlé

Professeure agrégée, Université Bishop's

Mulry Mondélice

Professeur adjoint, Collège militaire royal de Saint-Jean

Maxime Ricard

PhD, Chercheur Afrique de l'Ouest, Institut de recherche stratégique de l'École militaire de Paris

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

CHAIRE RAOUL-DANDURAND | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3P8

Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca

Retrouvez-nous sur Twitter : @CFrancoPaix et @RDandurand

PARTENAIRE

